

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## CEEAC : où en est-on avec les projets d'infrastructures ?

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

EN marge de la célébration de la 2e édition de la journée d'intégration régionale de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ladite commission s'est réunie vendredi dernier, à son siège, pour débattre de la thématique des infrastructures, comme outil d'intégration d'une communauté de destin en Afrique centrale. En effet, il s'est agi de faire le point sur l'avancement du cahier des charges de l'institution sous-régionale. Dans cette logique, les participants se sont montrés unanimes sur la nécessité

des États africains de jouer la carte de la cohésion et du développement commun. Prenant appui sur son programme régional d'investissements, les membres de cette institution ont mis en exergue l'ensemble des outils devant permettre des avancées considérables en matière de développement. "L'idée était de faire un état des lieux avec nos États membres et nos partenaires financiers et techniques sur ce que fait la région dans le cadre de l'intégration. Nous avons réussi à réunir plusieurs participants à cet événement qui a donné lieu à des échanges constructifs. Aujourd'hui, nous sommes à un même niveau d'information, les partenaires nous ont donné

de bons retours", a indiqué le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Verrisimo Da Piedade. Et de poursuivre : "L'une des faiblesses qui ont été relevées par nos partenaires est le fait que nous n'ayons pas suffisamment de projets bancables. C'est pour cette raison que nous allons déléguer un centre d'études et de formation dans nos nouveaux locaux. Mais dans le fond, les choses vont bon train".



Photo: H.N.M./L'Union

Les responsables de la commission de la CEEAC durant la table ronde

## GSEZ : une journée pour améliorer la gestion de la sécurité aéroportuaire

Photo: H.N.M.



H. N. M.  
Libreville/Gabon

Dans l'optique de prévenir les risques liés à la sécurité en zone aéroportuaire, le gestionnaire de l'aéroport international Léon-Mba, Gabon special economic zone airport (GSEZ), vient d'organiser dans ses locaux la première journée de la sécurité aérienne. Il s'est agi, pour les organisateurs, de discuter sur les enjeux de cette thématique. Pour ces derniers, l'objectif est d'adopter une démarche inclusive en impliquant toutes les parties prenantes internes et externes dont les activités ont un impact direct ou indirect sur la sécurité. Ceci par la mise en place d'un manuel de sécurité au sein de chaque service. Il était

également question de promouvoir et d'améliorer la culture de sécurité en partageant les expériences et les connaissances. "Pour cette première journée, nous avons retenu un thème très sensible, celui des Foreign Object Debris (FOD). Ce sujet est d'une importance capitale car les FOD peuvent être à l'origine de graves accidents d'aviation comme, il y a 21 ans notamment, le 25 juillet 2005 où, une lamelle perdue par un avion avait fait éclater le pneu du supersonique la Concorde, au décollage de Roissy", a souligné le responsable de GSEZ Airport, Igor Nyambie Simard. En somme, cette conférence s'inscrit donc dans une logique qui entend impliquer tous les acteurs dans le but de réduire le nombre d'incidents et d'accidents.

H. N. M.  
Libreville/Gabon

Dans le cadre du projet de construction du nouveau terminal de l'aéroport international Léon-Mba, le gouverneur de la province de l'Estuaire, Marie-Françoise Dikoumba, le directeur de l'Environnement du concessionnaire GSEZ, Vincent Bachofner, et les autorités locales du quartier Okala ont échangé, samedi dernier, avec les 16 familles impactées. Les échanges ont porté sur l'emprise du site retenu pour les travaux. Conscients des risques liés à la mise en place de ce nouveau terminal pour ces familles, l'État et son partenaire ont tenu à rassurer les populations quant aux solutions envisagées pour éviter tout désagrément en cette période de crise sanitaire. De ce fait, Marie-Françoise Dikoumba a indiqué que : "Nous sommes engagés dans un processus de négociations avec les populations. Pour ce genre de chantier, les travaux ne démarrent pas du côté des habitations. C'est un projet qui va impacter 16 familles, nous leur avons présenté les pistes de



Photo: H.N.M.

Le gouverneur de la province de l'Estuaire lors des échanges avec les populations

solutions, en les rassurant quant au fait que l'État ne les laissera pas de côté. Ces dernières seront relogées dans des logements adéquats qui devront tenir compte des situations de chaque famille". De son côté, Vincent Bachofner a tenu à préciser : "Pour ce projet,

nous allons prendre en compte les situations des familles. Elles seront bien traitées et auront des compensations justes. C'est un projet d'intérêt national qui doit déboucher prochainement. Les terrassements commenceront en janvier et le montage du bâtiment en avril".

## Erratum

Une erreur s'est glissée dans notre parution d'hier en page 6 (Economie), au niveau de l'article consacré à la mission de InvestCo Africa Groupe, une entreprise sud-africaine dirigée par un Gabonais. On a malencontreusement écrit que

ses responsables ont été reçus par le ministre d'Etat Alain-Claude Bilie-By-Nze (Energie). Il fallait plutôt lire qu'ils ont été reçus par son directeur de cabinet.

Toutes nos excuses.